

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

5 ministres successifs au Ministère de l'Éducation en moins de 2 ans ! Certainement un record d'instabilité. La valse des ministres pourrait marquer un temps d'arrêt avec la nomination de N Belloubet, mais la FSU n'est pas dupe. Le mépris porté à l'Éducation Nationale s'est affiché au grand jour : un ministère fondu avec celui des sports pour permettre l'accès au pouvoir d'une camarade de promotion du Président, laquelle dès sa nomination heurte toute la communauté éducative en diffusant mensonges, propos à charge contre l'école publique qu'elle est pourtant censée servir, et louanges envers un établissement privé qui s'avère sexiste et homophobe !

Mais l'instabilité ministérielle n'est qu'apparente. En coulisses, c'est toujours le président Macron et sa feuille de route de démantèlement des services publics qui sont à l'œuvre. Assisté par un Premier Ministre qui a annoncé emporter avec lui le dossier de l'Éducation à Matignon, l'Élysée continue de dérouler - à contre courant des aspirations des personnels qui font l'école - sa vision rétrograde. Mise au pied du mur dès son arrivée, la ministre N Belloubet devrait faire des annonces sur les groupes de niveaux ce jeudi 7 mars. Va-t-elle entendre l'opposition quasi unanime de la communauté éducative ou sera-t-elle réduite au rôle de simple collaboratrice d'un premier ministre prêt à passer en force ?

Le modèle de gouvernance actuel prône le conservatisme économique, écologique et social. Sur ce dernier point, l'école est instrumentalisée à coups de réarmement moral, de retour de l'autorité, de redoublement, de systématisation des évaluations, de mise en place de groupes de niveaux (à contre-courant des recherches en éducation), de labellisation des manuels (une première depuis Vichy), d'uniforme et de service national universel... Or aucune de ces mesures n'est demandée par les enseignants. Elles sont au contraire dénoncées par les professionnels du terrain qui n'en veulent pas. Mais les personnels ne sont pas écoutés...

Les enseignants ne demandent pas à être davantage « pilotés » (autre façon de dire « surveillés »), mais aspirent au contraire à être mieux reconnus. Ils réclament des moyens à la hauteur des besoins, des salaires décents, un contexte de travail serein et une confiance accordée sans retenue. Au « choc des savoirs » martelé par le gouvernement, la profession répond par l'exigence d'un « choc des moyens et des salaires ». C'est un front syndical unanime, rejoint par les fédérations de parents d'élèves, qui s'oppose à l'école du tri social portée par le projet du choc des savoirs. Pour notre profession, le choc des savoirs n'est qu'une succession de reculs professionnels supplémentaires et hors-sol, qui soulignent le mépris et l'instrumentalisation dont elle fait l'objet. De toute part, les voix s'élèvent contre cette verticalité qui entend réformer contre les personnels, contre les valeurs que nous portons au quotidien.

Dans ce contexte, il est logique de constater une perte de sens de métier, un manque d'attractivité, une souffrance professionnelle.

La FSU, comme tous les ans, s'est engagée avec détermination dans la construction du 8 mars, journée internationale des droits des femmes. A Mont de Marsan, la FSU a oeuvré au rapprochement des organisations syndicales avec les associations féministes, pour proposer une journée place St roch qui s'inscrit désormais dans la durée. Les personnels dénoncent l'inaction intolérable du ministère qui persiste à piétiner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes : il fait par exemple le choix de l'indemnitaire au détriment de l'indiciaire avec le pacte enseignant. La FSU rappelle son attachement fort à l'égalité professionnelle. Elle s'engagera pleinement pour obtenir des plans d'action ambitieux avec des leviers véritablement opérationnels pour l'égalité et contre les VSS. Assez des grands discours, il faut des actes!

Dans le 2nd degré, nous déplorons les suppressions de postes dans de nombreux établissements, accompagnées ou non de mesures de carte scolaire. Cette année encore, 7 de nos collègues de l'enseignement général, technologique ou professionnel, vont perdre leur poste sans garantie d'affectation près de leurs espérances. Le choix du nombre très important de BMP de 18/20h (27 dans le département) laisse craindre un mouvement très contraint dans de nombreuses disciplines.

Les documents préparatoires à ce CSA font aussi apparaître de nombreux compléments de service qui pèsent lourd sur les conditions de travail déjà impactées par les nombreuses HSA dans un contexte de rémunération dégradée. Les collègues ont refusé très massivement le pacte cette année. La FSU continue de réclamer l'abandon du Pacte et son redéploiement vers une revalorisation sans contrepartie. Par ailleurs, la revalorisation du point d'indice pour tous les fonctionnaires en 2024 est plus que nécessaire. Vous comprendrez Monsieur le DASEN que la FSU ne propose pas les mêmes choix que les préconisations ministérielles de suppression de postes, de postes partagés et des nombreux BMP correspondant à des services complets que vous proposez et qui impactera de nombreux collègues et de nombreux élèves de notre département dans le second degré.

Dans le 1er degré, tout d'abord, nous souhaitons remercier les services de la DSDEN pour les documents reçus très en amont de ce CSA. Cela nous a permis de poursuivre plus sereinement et efficacement un travail déjà engagé auprès des écoles concernées. Nous remercions également les IEN qui ont commencé le travail sur le terrain pour préparer les décisions à prendre aujourd'hui.

Voici donc venu le temps des décisions dans un budget contraint où nous regrettons fortement que le Ministère, toujours aussi sourd aux revendications et aveugle devant l'état de l'École, des conditions de travail et d'apprentissage des élèves chaque jour dégradées un peu plus, ait choisi de fermer 650 postes dans le premier degré à cette future rentrée alors même que nous aurions pu profiter de la baisse démographique pour améliorer les effectifs par classe, les conditions d'enseignement, de prise en charge de la difficulté scolaire, le remplacement...

Dans le 1er degré, le département connaît une moyenne du taux d'encadrement correct mais est encore bien en deçà du P/E national et académique et nous connaissons le plus fort nombre d'élèves par classe. Les classes maternelles sont particulièrement chargées, ce qui empêche une entrée à l'école sereine et une entrée dans le langage dans des conditions optimales. Nous voyons bien que la DSDEN essaie de faire au mieux avec ce qu'elle a. Nous ne pouvons guère faire bien avec aussi peu... c'est cela l'austérité.

De trop nombreuses fermetures vont être actées aujourd'hui et ne permettront pas de pouvoir continuer dans certains endroits à exercer dans de bonnes conditions au regard des effectifs.

Des meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissages, c'est aussi plus de RASED, plus de remplaçant.es, pas de contractuels mais des personnels sous statut, le recrutement d'AESH à hauteur des besoins prescrits, le refus d'une mutualisation comme solution à la gestion de la pénurie (si mutualisation, elle doit être pensée et mise en place lors des ESS quand l'ensemble de la communauté éducative réunie en ESS est en accord). L'éducation est le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas, elle fonde l'avenir d'une société. Il y a donc urgence à investir :

- investir pour abonder la brigade de remplacement afin d'assurer la continuité du service public d'éducation ( notamment quand les représentants des personnels siègent à la DSDEN), afin de permettre des départs massifs en formation...
- investir pour offrir des salaires décents aux AESH afin de permettre leur recrutement et accompagner l'école inclusive qu'il ne suffit pas de décréter pour qu'elle soit réalité.
- investir pour des RASED complets et formés afin de permettre aux élèves en difficulté d'être accompagnés dès la maternelle.
- investir pour prendre en compte tous les élèves d'ULIS dans les effectifs globaux d'école afin d'assurer une inclusion dans des conditions respectueuses.
- investir pour ouvrir des postes en RASED, en ULIS, en IME, en ITEP pour pouvoir répondre aux notifications de droit des élèves en attente de solution adéquate.
- investir pour comptabiliser tous les élèves de TPS sur le département afin d'enrayer l'abandon de la scolarisation de cette tranche d'âge, pourtant enjeu majeur dans la suite de la scolarité.
- investir pour le retour à des postes d'enseignants supplémentaires afin de favoriser les regards croisés sur les élèves.
- investir dans la formation continue, la formation initiale, le lien avec la recherche...
- investir dans la médecine scolaire à destination des élèves et la médecine de prévention à destination des agents.
- investir pour la rémunération conséquente et sans contrepartie des enseignant.es.

Tous ces points sont essentiels au bon fonctionnement de notre système éducatif public, et plus largement au projet de société de demain porté par la FSU.

Nous terminerons en vous demandant Monsieur le DASEN de ne pas acter de fermetures de postes en Juin et Septembre pour le 1er degré. Nous savons que vous êtes attentif à ce point particulier et nous espérons que vous le resterez. Nous vous remercions pour votre attention.

**Pour la délégation FSU : Cathy Vigneau Laffargue, Laure Cazenave, Damien Masson et Nicolas Fayemendy**

